



**Arrêté temporaire n° 26APO6-1-1-194T
Portant réglementation du stationnement et de la
circulation**

**CHEMIN DE BOTTE
CHEMIN DE BORDE BASSE
ROUTE DE SAINT-JEAN
CHEMIN DE LA CHAPELLE
CHEMIN DE MOUNDOT
CHEMIN SERRE DE GAILLAC
CHEMIN DE LEDENTAT
IMPASSE DU POTEAU
COMMUNE DE SAINT-PAUL-D'ESPIS**

Le Président de la Communauté de Communes des Deux Rives

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L5210-1 et suivants, L. 5214-16 ;

VU le Code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-21-1, R. 413-1 et R. 417-10 ;

VU l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière et notamment le livre 1, 4ème partie, signalisation de prescription ;

VU l'arrêté inter préfectoral n° 82-2022-03-16-00001 en date du 16 mars 2022 portant modification des statuts de la Communauté de Communes des Deux Rives commun aux trois départements du Lot et Garonne, du Gers et du Tarn et Garonne;

VU la délibération n° 2015D-8-3-146 du Conseil Communautaire de la CC2R en date du 04 décembre 2015;

VU l'arrêté n° 2020AD-5-5-1-10 en date du 23 juillet 2020 portant délégation de signature à M. Eric DELFARIEL;

CONSIDÉRANT qu'une suite favorable peut être réservée à la demande de la société CIRCET, tendant à obtenir l'autorisation de réglementer le stationnement et la circulation pour des travaux de raccordement en fibre optique avec pose de 40 appuis télécom, CHEMIN DE BOTTE, CHEMIN DE BORDE BASSE, ROUTE DE SAINT-JEAN, CHEMIN DE LA CHAPELLE, CHEMIN DE MOUNDOT, CHEMIN SERRE DE GAILLAC, CHEMIN DE LEDENTAT, IMPASSE DU POTEAU commune de SAINT-PAUL-D'ESPIS, du 11/05/2026 au 12/06/2026 entre 08 heures et 18 heures ;

CONSIDÉRANT que ces travaux rendent nécessaire d'arrêter la réglementation appropriée du stationnement et de la circulation, afin d'assurer la sécurité des usagers, du 11/05/2026 au 12/06/2026, CHEMIN DE BOTTE, CHEMIN DE BORDE BASSE, ROUTE DE SAINT-JEAN, CHEMIN DE LA CHAPELLE, CHEMIN DE MOUNDOT, CHEMIN SERRE DE GAILLAC, CHEMIN DE LEDENTAT, IMPASSE DU POTEAU commune de SAINT-PAUL-D'ESPIS ;

Entendu le présent exposé,
ARRÊTE :

Article 1 : À compter du 11/05/2026 et jusqu'au 12/06/2026, de 08 h 00 à 18 h 00, les prescriptions

suivantes s'appliquent CHEMIN DE BOTTE, CHEMIN DE BORDE BASSE, ROUTE DE SAINT-JEAN, CHEMIN DE LA CHAPELLE, CHEMIN DE MOUNDOT, CHEMIN SERRE DE GAILLAC, CHEMIN DE LEDENTAT, IMPASSE DU POTEAU commune de SAINT-PAUL-D'ESPIS :

- **La circulation est alternée par B15+C18 ou K10.** Les véhicules de secours et de police en cas d'intervention ont la priorité de passage ;
- **Le dépassement des véhicules, autres que les deux-roues, est interdit ;**
- **Le stationnement des véhicules est interdit.** Par dérogation, cette disposition ne s'applique pas aux véhicules de police, véhicules de secours et véhicules de l'entreprise exécutant les travaux. Le non-respect des dispositions prévues aux alinéas précédents est considéré comme gênant au sens de l'article R. 417-10 du code de la route ;
- **La vitesse maximale autorisée des véhicules est fixée à 50 km/h ;**

Article 2 : La signalisation réglementaire conforme aux dispositions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière sera mise en place par le demandeur, CIRCET.

Article 3 : Les contraventions aux dispositions du présent arrêté seront constatées et poursuivies conformément aux lois et règlement en vigueur.

Article 4 : Le Président de la Communauté de Communes des Deux Rives, le Maire de Saint-Paul-d'Espis, le Directeur Général des Services, le Commandant de la Communauté de Brigades de Moissac et le Chef de la police intercommunale sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à VALENCE D'AGEN, le 02 AVR. 2026
POUR EXTRAIT ET CERTIFIE CONFORME,

Pour le PRÉSIDENT
LE VICE-PRÉSIDENT DE LA COMMUNAUTÉ
DE COMMUNES DES DEUX RIVES



Eric DELFARIEL

DIFFUSION:

- CIRCET
- MAIRIE ST PAUL
- le Commandant de la Communauté de Brigades de Moissac
- Directeur des Services Techniques de la CC2R
- le Chef de la police intercommunale

*Conformément aux dispositions du Code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.
Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06/01/1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la collectivité signataire du présent document.*